

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

PREFECTURE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT,
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

**Arrêté prescrivant l'exécution de travaux
d'office sur l'ancien site de la société
SOPHIAL à GIROMAGNY**

et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux
à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise
de l'Energie (ADEME)

ARRETE N° 2011 333-003

*LE PREFET DU DEPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

VU :

- le titre premier du livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment ses articles L. 511-1, L. 514-1 et R.512-39-1 ;
- la circulaire n° DEVP1022286C du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilités – défaillance des responsables ;
- l'arrêté préfectoral n° 2125 du 17 octobre 1977 portant autorisation d'exploiter des installations nécessaires à la confection d'accessoires à base de matières plastiques délivré à la S.A. MAGLUM ;
- le récépissé de changement d'exploitant délivré le 5 novembre 1981 à la société C.T.A.A. pour la succession de la S.A. MAGLUM ;
- le récépissé de changement d'exploitant délivré le 29 juillet 2003 à la société SOPHIAL S.A.S. pour la succession de la société C.T.A.A. ;
- le placement en liquidation judiciaire de la société SOPHIAL S.A.S. le 28 septembre 2004 ;
- l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2005 mettant en demeure Me MASSON, mandataire liquidateur de la société SOPHIAL S.A.S., d'évacuer et de faire éliminer sous un délai de 15 jours selon les filières autorisées les déchets encore présents sur le site ;
- l'arrêté préfectoral du 29 août 2005 de consignation à l'encontre du mandataire liquidateur de la société SOPHIAL S.A.S. d'une somme répondant du montant de l'évacuation et de l'élimination des déchets ;

- le courrier du 16 décembre 2005 du Trésorier Payeur Général du Territoire de Belfort informant le Préfet de l'insolvabilité définitive de la liquidation de la société SOPHIAL S.A.S ;
- le rapport de l'inspection des installations classées constatant l'inobservation des prescriptions imposées ;

Considérant que la situation constatée est susceptible de porter un grave préjudice aux intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que toutes les autres procédures administratives possibles ont été engagées sans que les risques sur l'environnement aient pu être maîtrisés ;

Considérant que Me MASSON, mandataire liquidateur de la société SOPHIAL S.A.S., a été préalablement informé de la mise en œuvre de la procédure d'exécution d'office des travaux et a été en mesure de présenter ses observations ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du département du Territoire de Belfort ;

ARRETE

Article 1 :

Il sera procédé à l'exécution des évaluations ou travaux suivants, aux frais des personnes physiques ou morales responsables de l'ancien site de la société SOPHIAL S.A.S., 17 rue des Prés Heydes à 90200 GIROMAGNY.

- 1) Réalisation d'un diagnostic structure et des consolidations éventuellement nécessaires afin de s'assurer de la stabilité du hangar de stockage des déchets avant intervention.
- 2) Enlèvement, transport et traitement de l'ensemble des déchets et produits dangereux présents dans le hangar de stockage, via des filières adaptées et dûment agréées et autorisées à recevoir et éliminer les déchets concernés.
- 3) Nettoyage des sols à l'emplacement des déchets après leur évacuation, en cas de besoin. Élimination des déchets issus du nettoyage des sols en filières adaptées.

Article 2 :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est chargée de l'application de la présente décision d'exécuter ou de faire exécuter les travaux prescrits.

Elle transmettra à l'inspection des installations classées, au terme des travaux, un compte-rendu des opérations réalisées et proposera, en tant que de besoin, les mesures complémentaires qu'elle juge nécessaires pour améliorer la mise en sécurité du site.

Article 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 :

Un recours contentieux peut être formé contre la présente décision auprès du tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) – 25 rue Gambetta – BP 26367 – 25018 BESANCON Cedex 6.


Article 6 : EXECUTION ET AMPLIATION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort, le Président de l'ADEME – délégation de Besançon, Monsieur le Maire de GIROMAGNY ainsi que Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera déposée en mairie de GIROMAGNY et adressée, pour information à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,
- Madame la Directrice de l'Agence Régionale de Santé de Franche-Comté,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté à BESANCON,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Unité Territoriale Nord Franche-Comté à BELFORT.

Belfort, le 29 NOV. 2011

Le PREFET



Benoît BROCCART

